

Notre corps n'est pas une marchandise !

TRENTE ANS APRES 68, LES policard-e-s nous parlent de parité et les femmes des classes dirigeantes rivalisent avec leurs homologues masculins dans l'exercice du pouvoir. Les espaces publicitaires dégoulinent d'images de corps de femmes dévêtues, soumises au désir des hommes. Et des intellos osent nous parler d'évolutions des rapports féminins-masculins. L'homme, lui, lorsqu'il est montré nu, est guerrier et puissant.

Icônes de l'hétéronormativité

Les icônes de la masculinité et de la féminité sont bien toujours les mêmes : des hommes de raison et de pouvoir et des femmes assurant toujours la majeure partie des tâches domestiques. De la noblesse à la bourgeoisie actuelle, les classes dirigeantes ont su élaborer, pour les classes pauvres, un ordre moral et une hétéronormativité à laquelle, bien entendu, elles ne sont pas tenues de se conformer. Cette hétéronormativité puise ses fondements dans le patriarcat et la phallogocratie et continue à s'appuyer sur la famille, décrite de Chirac à Jospin, comme cellule de base de la société. L'homosexualité, autrefois réprimée, est de nos jours cadrée dans une homonormalité.

En effet, l'image médiatisée de l'homosexualité est celle d'une homosexualité masculine bon chic bon genre, parfaitement intégrée aux normes capitalistes et répondant socialement aux rôles revenant traditionnellement à l'homme.

L'imaginaire collectif contre l'enfermement communautaire

Le propre de nos démocraties occidentales, quand elles ne peuvent plus réprimer les désirs de libération des individus consiste à les pervertir, les vider de leur esprit subversif et à les intégrer dans le capitalisme. Bien que l'homosexualité, pas plus que n'importe quelle pratiques sexuelles, ne sont en soi révolutionnaires, nous sommes parties prenantes de toutes les luttes qui situent l'homme en terme de complémentarité plutôt qu'en concurrence avec d'autres hommes ou femmes. Nous ne pouvons aussi que soutenir les femmes qui vivent une sexualité avec d'autres femmes ou hommes, en dehors de la domination des hommes. L'impor-

tant, c'est que l'un et l'autre puisse vivre une sexualité hors des champs de production et de reproduction. De même, nous ne saurions nous satisfaire d'une simple visibilité que le mouvement homosexuel a gagné depuis les années 1970. Aujourd'hui l'homosexuel que l'on montre est un homme inscrit dans la sphère publique de la production. Il est cadre dynamique, commerçant ou chef d'entreprise, jamais prolo. Hier, l'homosexuel était assimilé à la femme, actuellement, il est looké, conquérant et body-buildé. Intégré aux valeurs du travail, il l'est aussi aux valeurs de la patrie. Il parade en bombers et est habillé en para-militaire. Il voue tout un culte à l'uniforme. S'il se parfume, ce n'est pas parce qu'il se veut sensuel, il utilise d'ailleurs le parfum H pour Homme

ou Scorpion (celui qui tue avec sa queue). Travail et patrie habite l'esprit de la communauté gay. L'enfermement ne s'arrête pas là. Les valeurs de la famille ont été elles aussi reprises par la communauté qui, avec le Pacs, se réinscrit dans la capitalisation des désirs (conjugalité, fidélité, et Pacte d'intérêt commun).

Élargissons et fédérons les luttes !

L'homosexualité féminine encore peu représentée médiatiquement, commence en même temps qu'elle gagne en visibilité à être, elle aussi, intégrée dans la société libérale. Les entreprises y ont détecté un nouveau marché d'avenir. Pour nous, homosexuelles ou non, et anarchistes, il s'agit de ne pas se laisser enfermer dans des

regroupement de type communautaire. Il s'agit de pouvoir intervenir avec toutes les associations qui réagissent face à l'homophobie encore présente en s'associant aux campagnes d'information qu'elles entendent mener dans les milieux scolaires, en participant avec elles aux journées de la commémoration des déportés dans lesquelles les officiels ne nous invitent pas. Il s'agit de s'associer aux actions menées par toutes les personnes qui entendent vivre leur spécificité sexuelle en dehors de tout cadrage étatique et moralisateur. Homosexuel-le, bisexuel-le, transsexuel-le, travesti-e, nous devons lutter avec les hétérosexuel-le-s pour faire tomber les étiquetages normatifs car il y a autant de façons de vivre sa sexualité qu'il y a d'individus. Nous devons collective-

ment imaginer un avenir où chacun et chacune pourra développer ses sensualités, vivre des relations affectives avec l'autre en dehors des situations de domination et d'exploitation qui ne servent que les intérêts des classes dominantes.

Notre avenir dépendra de nos investissements dans les luttes contre toutes formes de nationalisme, de régionalisme, de communautarisme, en particulier en soutenant les sans-papiers. Il dépendra des solidarités que nous saurons construire avec les hommes et les femmes persécutés dans le monde du fait de leur sexualité.

Notre avenir dépendra de nos investissements dans les luttes contre le capitalisme en soutenant les luttes des chômeurs, des précaires, des salariés et des retraités, en bâtissant une société sans classe et sans argent où la production et la distribution seront au service de tous et de toutes et non à la minorité toujours plus riche et arrogante.

Prenons nos affaires en main !

Notre avenir dépendra de notre capacité à détrôner cette cellule de base de la société capitaliste qu'est la famille, afin que chacun-e puisse vivre, avec ou sans désir, en dehors de toute contrainte législative ou moraliste. Réapproprions notre corps, nos sensualités, notre sensibilité et notre sexualité ! Pour en finir avec l'exploitation capitaliste et la domination des États, pour que vive l'amour libre : prenons nos affaires en main !

Alain. - groupe Kronstadt
(Lyon)



Lesbian & gay pride

Angers	: 27 mai
Bordeaux	: 3 juin
Lille	: 17 juin
Lyon	: 17 juin
Marseille	: 1 ^{er} juillet
Montpellier	: 3 juin
Nantes	: 10 juin
Nice	: 8 juillet
Paris	: 24 juin
Rennes	: 17 juin
Toulouse	: 17 juin

La déportation homosexuelle

La position ambiguë des nazis face à l'homosexualité

LES PERSÉCUTIONS DES homosexuels ne datent pas du nazisme: bien avant, la population homosexuelle a été mise au ban de la société, subissant des répressions en tous genres, devenant l'objet d'exécutions capitales et de tortures diverses. Le parti nazi, lorsqu'il arrive au pouvoir en Allemagne, s'est donc contenté de reprendre à son compte un fond idéologique homophobe qui était non seulement présent dans l'ensemble de la classe politique, mais qui en plus était institutionnalisé, légiféré. Cette loi anti-homosexuelle était précisée dans le paragraphe 175 du code pénal, mis en place en 1871: « Tout acte immoral contre nature commis par des personnes de sexe masculin ou commis par des personnes avec des animaux doit être punis de prison: la perte des droits civiques peut être requise ». On a donc ici une loi directement issue d'une mentalité réactionnaire, empreinte d'idéologie nataliste et de « morale » (laquelle s'appuie sur le concept bien vague de « nature »). Là où les choses se compliquent, c'est lorsque le Männerbund, mouvement issu des Corps francs (du moins idéologiquement), prône l'homosexualité par misogynie, mais également par des références à la civilisation grecque. Pour ces individus, pour qui la virilité est un idéal, « l'alliance masculine » constitue « le véritable ciment de l'armée et de l'État ». Ce courant à l'idéologie pré-nazie sera lui-même lié aux S.A., même si ces liens sont encore flous à l'heure actuelle. L'homosexualité, si elle est fustigée par l'ensemble de la classe politique et par les Églises, est donc paradoxalement un des éléments d'un des courants idéologiques pré-nazis. De plus, de part le paragraphe 175 et de part l'idéologie issue de la Grèce antique, l'homosexualité et sa répression ne semblent concerner que les homosexuels et non les lesbiennes.

L'homosexualité, cause prétexte?

En 1927, le NSDAP prend clairement et fermement position contre l'homosexualité. Cette décision s'appuie sur différents éléments: l'utilisation d'un sentiment homophobe partagé au

delà du parti nazi, mais également dans le cadre d'une idéologie qui utilise à tour de bras « l'argument » de la « nature », selon lequel l'acte homosexuel serait donc « contre nature ». Lorsque le national-socialiste Frick déclare, en parlant de l'homosexualité, que « de tels vices conduisent le peuple allemand à l'anéantissement », cela s'appuie non seulement sur le mythe d'une race pure, supérieure, en harmonie avec la nature (encore elle), mais également sur une nécessité: cette nécessité, c'est la mise en route d'une politique ultranataliste qui, dans le cadre d'une guerre totale à venir, est non seulement importante idéologiquement mais aussi stratégiquement. Cette politique se concrétisera notamment avec les Lebensborn (« sources de vie »), afin d'accélérer la procréation de bébés de « race pure », dans le but idéologique d'augmenter la population « aryenne » (les femmes et les hommes de ces Lebensborn étaient sensés avoir les « caractéristiques aryennes », mais également dans le but plus stratégique de produire une future chair à canon prise en main dès la naissance (voire même avant!) par le nazisme.

On comprend donc que l'homophobie ait pu être un élément très important pour les nazis. Mais au-delà de ces aspects que je viens d'évoquer, l'homosexualité, ou plutôt sa répression, est devenue un outil formidable pour les nazis dans leur volonté de lutter contre tout opposant. En 1933, un arrêté anti-homosexuels permet aux nazis de fermer tous les lieux homosexuels, d'interdire la presse et la littérature homosexuelle, etc.

L'homophobie va devenir très rapidement le moyen idéal de supprimer toute opposition politique: les S.A. seront liquidés par les S.S. en vertu de cet argument, mais ce sont également quelques catholiques trop réticents à se rallier au nazisme qui feront les frais de cette accusation, et bien d'autres opposants, y compris au sein même des structures du NSDAP et de l'armée.

L'homophobie « justifiée » idéologiquement devient donc un des moyens de pression, une raison d'internement et de déportation pour des motifs, qui, au fond, sont politiques. Ainsi, c'est dès

1934 que le comité spécial de la Gestapo de lutte contre l'homosexualité et l'avortement (les deux sont liés pour cause de politique nataliste) rejoint le département de la sûreté d'État.

la catégorie des droits communs, pour qui l'enfer concentrationnaire et/ou pénitentiaire ne s'arrête pas à la libération des camps par les alliés. Ainsi, l'insigne concentrationnaire des homo-

France, la loi anti-homosexuelle (article 331 du code pénal) mise en place sous Vichy (à l'initiative du gouvernement français), elle, ne sera supprimée qu'en 1982!

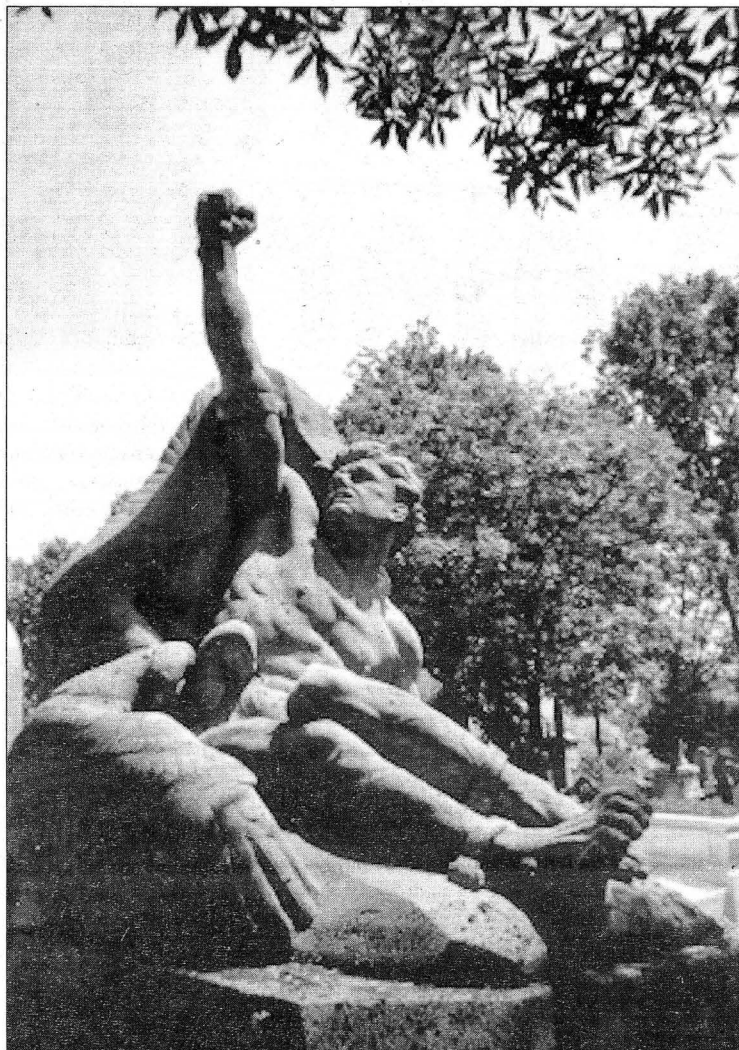
En Allemagne, il faudra attendre 1969 pour que le paragraphe 175 soit partiellement réformé, et jusqu'en 1975 pour que cette loi, toujours pas supprimée, soit modifiée. Cette loi est donc toujours valable actuellement et est libellée comme ceci: « Un homme de plus de 18 ans qui commet des actes sexuels à l'encontre d'un homme de moins de 18 ans ou accepte d'en subir de sa part sera puni d'une peine de privation de liberté pouvant aller jusqu'à cinq ans ou sera condamné à une amende. Le tribunal peut renoncer à appliquer cette sanction: lorsque le coupable n'avait pas 21 ans lors des faits; en tenant compte du peu de gravité de l'acte à l'égard de la victime. »

Si la situation n'est toujours pas clarifiée à l'heure actuelle, n'oublions pas qu'entre 1933 et 1963, 2 900 personnes par an ont été condamnées en Allemagne sur la base de cette article 175. Ces lois et leur persistance au sein de régimes dits démocratiques expliquent le fait, conjugué au faible nombre de survivants homosexuels aux camps, que très peu d'anciens déportés homosexuels ont pris le risque de s'afficher en tant que tel, même après la chute du nazisme.

Contrairement aux déportés politiques ou juifs, ceux-ci n'ont donc jamais pu tenter d'obtenir des dommages et intérêts après la guerre, pas plus qu'une quelconque réhabilitation: non seulement leur sort a été nié ou occulté par une partie des autres survivants, mais l'homosexualité, de part les lois encore en vigueur, était une menace de plus pour leur sécurité. Les associations d'anciens déportés politiques ont donc pendant longtemps nié la déportation homosexuelle, ce qui, encore une fois, nous montre bien que l'homophobie n'a jamais été le monopole de l'extrême droite. Ainsi, on peut même constater que l'homophobie développée par une association comme l'UFAC (Union française des associations de combattants) est quasi similaire à celui propagé par le parti nazi en son temps: « Chacun juge selon son âge et sa moralité les déviations sexuelles, constate, approuve ou désapprouve, mais ces derniers [les anciens déportés] ne peuvent s'élever que contre la publicité prosélyte faite à des mœurs contre nature par ceux qui cherchent sans doute une honorabilité contestable. Sachons choisir entre le vice et la vertu. »

Ces sinistres individus déclareront également à propos des tentatives de présence d'associations homosexuelles lors de commémorations de la déportation: « Nous nous opposerons, physiquement s'il le faut, à cette présence que nous jugeons déplacée ». Non seulement les homosexuels ont toujours subi la répression au quotidien, c'est désormais leur histoire et leur passé qui sont malmenés. Alors que même d'anciens déportés jouent aux apprentis révisionnistes, c'est encore une fois la mémoire qui est bafouée au nom de valeurs aux relents nauséabonds. Tant que les cerveaux seront pris dans les barbelés, l'ignoble sera toujours possible.

Zigomar, La Faille (Grenoble)



Légalement et d'une manière pratique, l'homosexualité féminine, elle, passe un peu inaperçue: en fait, pour les nazis, l'avortement est à la femme ce que l'homosexualité est à l'homme. Ces actes sont sensés être des fautes graves à l'encontre de la « race », alors que l'homosexualité féminine est masquée, pour être tout de même réprimée, derrière le délit « d'asociale ».

La déportation homosexuelle

Quoi qu'en pensent les révisionnistes ou encore d'anciens déportés politiques, la déportation homosexuelle a existé: ces déportations se sont faites exclusivement sur ce qui s'appelait le territoire du « grand Reich », c'est-à-dire l'Allemagne, l'Autriche, l'Alsace-Lorraine, et partiellement la Tchécoslovaquie et la Pologne. Chiffrer le nombre de déportés homosexuels est quasi impossible: on l'estime à environ 15 000, mais ceci reste une évaluation (pour certains, ce n'était qu'un moyen de les interner alors que les véritables raisons étaient des raisons politiques). De plus, bon nombre de personnes véritablement déportées pour homosexualité étaient placées dans

sexuels, le triangle rose, n'indiquait pas forcément le motif réel de l'internement: on pouvait très bien porter cet insigne et ne pas être homosexuel, tout comme on pouvait être interné pour homosexualité et porter l'insigne des asociaux ou des droits communs.

Un des autres éléments importants de cette population homosexuelle déportée demeure dans le fait que celle-ci était particulièrement vulnérable: les porteurs du triangle rose étaient souvent affectés aux travaux les plus durs, et étaient la cible privilégiée des S.S., des kapos et également des internés de droit commun, tout en étant tenus à l'écart de la solidarité qui a pu exister entre les internés politiques. De plus, les porteurs du triangle rose étaient bien souvent l'objet des tests médicaux et des expérimentations diverses effectuées dans les camps (essais de stérilisation, de produits chimiques destinés à l'armement, etc.). Ces éléments expliquent donc que la mortalité des déportés homosexuels était de 60 % supérieure à la mortalité des autres déportés.

Et après?

À la libération des camps, les homosexuels « camouflés » par les nazis en prisonniers de droit commun furent confiés à la justice allemande, mais ce fut également le cas pour les porteurs du triangle rose, qui furent remis aux Allemands par les Américains. De plus, alors que les alliés, par l'intermédiaire de leur Conseil de contrôle avaient abrogé la plupart des lois nazies, le paragraphe 175, lui, fut conservé. De même, en

le monde
libertaire

Rédaction-Administration: 145, rue Amelot
75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08
Fax: 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif (hors série inclus)	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	45 F	70 F	60 F
3 mois 13 n°	105 F	170 F	140 F
6 mois 25 n°	195 F	310 F	250 F
1 an 45 n°	350 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien: 400 F. Abonnement étranger sous pli fermé: tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays A partir du n°(inclus).

Chèque postal ☐ Chèque bancaire ☐

Virement postal (compte: CCP Paris 1128915 M) ☐

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration:
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication: J. Toublet
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie: Groupe de presse MEAULLE
(Bernay).
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - La Vigie
Diffusion N.M.P.P.

Le mauvais genre est dans la rue !

C'EST AU DIX-NEUVIÈME siècle, quand on a commencé à opérer des hermaphrodites et des pseudo-hermaphrodites, que la notion d'identité sexuelle « mentale » s'est imposée, primant l'identité « biologique » : mêmes si leurs organes étaient plus près d'un des deux sexes biologiques, on a fini par comprendre qu'il valait mieux que la chirurgie attribuée aux hermaphro-

dites le genre dans lequel ils se sentaient à l'aise. Encore aujourd'hui des associations d'hermaphrodites demandent qu'on laisse les enfants intersexués tels qu'ils sont à la naissance pour qu'à leur majorité ils puissent choisir eux mêmes le sexe de leur choix, ou rester tel qu'ils sont.

Même si la première opération de changement de sexe « le cas de Dora » remonte au Berlin d'avant le

nazisme, le terme « transexuel » date des années 50. Il désigne des personnes désirant vivre ou vivant sous une identité contraire à celle de leur sexe biologique. En fait les trans ont bénéficié des avancées de la science réalisées sur les hermaphrodites : hormones, chirurgie réparatrice du sexe.

La France tirant profit de la notion « d'indisponibilité des personnes », visant les conscrits qui, sous

Napoléon, se mutilaient pour ne pas aller à la guerre a longtemps interdit de telles opérations. Depuis quelques années, elle a été obligée d'accorder sa législation à la réglementation européenne en la matière, pour que les personnes opérées obtiennent leurs changements d'identité.

Des psychiatres de St Anne, Lacan en bandoulière, ont protesté que c'était là une atteinte intolérable « au nom du père » (à leur père de quoi ?). Les trans subissent aujourd'hui la vague d'ordre moral, noyant le pauvre Freud dans l'eau bénite. Une catho-psy, Colette Chilland, dans un livre récent, parle même d'atteinte « aux fondements de la civilisation » ! Héritage des interdits bibliques, quand d'autres civilisations ont su respecter leurs « transgenres » (des « rérés » de Tahiti aux « deux esprits » amérindiens). Les assassinats d'efféminés par les fundamentalistes musulmans relève de l'héritage colonial judéo-chrétien.

Libre disposition de son corps

La solution libertaire pour les transsexuels, c'est la libre disposition de son corps, c'est de brûler tous les papiers d'identité, tous.

En attendant les interdits nourrissent le racket des avocats, des experts médicaux (il n'y a pas si longtemps, à Paris, il fallait pour changer de sexe un certificat de bonnes mœurs établi par le commissariat !). Les trans sont victimes de la discrimination, de la violence urbaine et les autorités refusent de donner des papiers aux trans algériennes en exil à Paris, les contraignant à la prostitution. Au plus bas de l'échelle sociale, la condition carcérale des trans ajoute l'horreur à l'horreur : isolement, viol par les matons... La presse bourgeoise vient de découvrir ce que tous les

intéressés savaient depuis toujours : des trans prostituées par des matons aux autres détenus. Ça vous semble vraiment invraisemblable ?

Les spécialistes américains, qui ont inventé les concept de transexualité, face au puritanisme, ont développé une martyrologie transexuelle spiritualiste (une « âme de femme » dans un corps d'homme ou une « âme d'homme » dans un corps de femme).

Le but était de faire sortir cette population du domaine de la perversion pénale. Du coup les juges, les psys débattent pour savoir s'ils ont affaire à de « vraies » ou « fausses » trans, avec des arguties sans fin qui ont des répercussions lourdes sur la vie des intéressés.

Les personnes vivant sous une identité opposée à celle de leur sexe de naissance sans vouloir aller jusqu'à l'opération sont mal vues, exclues du monde du travail pour cause de prénoms et de numéro de sécurité sociale inadéquats : comme si la société poussait à une opération qui reste difficile et dangereuse.

La transexualité, le transgénérisme, n'est pas un état plus « radical » qu'un autre, mais il révèle combien le féminin et le masculin sont pétris de social. Ce qui devrait intéresser les libertaires, outre la solidarité avec des personnes manifestement discriminées, c'est d'observer comment l'Etat s'arroge, par ses médecins, ses juges, son administration, ses flics, une mainmise accablante sur la vie de quelques individus.

Aujourd'hui quelques associations de trans militent pour leurs droits : le Syndrome de Benjamin, Caritig, le Pastt.

Leur discours est le plus souvent réformiste, même si on y rencontre quelques libertaires, mais dès que des gens se réunissent pour lutter ensemble et pour qu'on ne parle plus à leur place, la liberté a avancé.

Hélène (Paris)

Petite histoire de la fierté lesbienne féministe

Les acquis contre l'Etat ou la société patriarcale n'étant jamais donnés, il a bien fallu se battre. Premier groupe médiatisé issu des luttes féministes : le Front homosexuel d'action révolutionnaire (FHAR). Premier groupe mixte mais qui ne le restera pas longtemps. Etre homosexuel-le ne dispense pas de comportements patriarcaux. Le sexisme du mouvement homosexuel masculin modifie le sens du mot « gay » valable au départ pour les deux sexes.

Aujourd'hui, les lesbiennes rajoutent le mot « lesbienne » partout afin de briser cette autre chape de silence. Comme il n'est pas question de désertir le terrain militant, revendicatif, d'autres groupes se forment en non mixité. Elles revendiquent la liberté de vivre, revendication commune à toutes les autres femmes et surtout de vivre avec la fierté lesbienne. Non qu'elles soient fières de leurs pratiques sexuelles mais fières plutôt que honteuses, sous le soleil plutôt que dans le placard, aimées-aimantes plutôt que traquées.

Les lesbiennes se sont aussi groupées sous la bannière du féminisme en général. Dans les groupes MLF, bon nombre de lesbiennes étaient engagées, notamment dans la lutte contre le viol. Au-delà des deux personnes (au moins) concernées par l'acte de viol, d'autres forces sont en jeu. Les travaux d'analyse des enjeux d'un viol montrent qu'il s'agit d'un acte patriarcal servant une stratégie de soumission. La menace d'un viol crée chez les femmes ou les personnes assimilées un climat de terreur quotidienne, les convainc de leur statut de proie universelle (en

tous lieux, en tous temps) et de leur culpabilité. Cette menace, entre autres, permet d'obtenir entre les hommes un lieu de complicité potentielle : « je profite des avantages du patriarcat, toi aussi. Nous sommes liés par cette communauté d'avantages et de privilèges obtenue en se conformant ». Cette analyse poussée très loin a abouti à la campagne « Cet homme est un homme, cet homme est un violeur ». Elle a été ressentie comme extrêmement provocatrice et injuste. Or, plus personne ne nie aujourd'hui, que 90 % des violences sexuelles se déroulent dans le cadre familial et touchent près d'une femme sur deux et peu-être un homme sur trois. Les hommes sur le banc des accusés ont une tête de monsieur « tout le monde »...

La fin des années 70 a vu l'essoufflement des groupes MLF dû à l'épuisement des militantes. Ces groupes avaient ouvert des lieux de femmes qui ont été maintenus quelques temps le plus souvent grâce à l'implication des lesbiennes. Dans l'après 1981, les groupes féministes « généralistes » ont été remplacés par des groupes de lesbiennes politiques dites radicales, occupées à faire valoir leur droit à la différence, le libre choix de leur sexualité contre un ordre moral hétérosexuel et patriarcal. Par leurs critiques sans concession du système hétéropatriarcal, elles fournissent des études et des écrits essentiels pour les luttes des femmes et des hommes contre le patriarcat. Elles font partie à part entière des groupes féministes reconstitués dans les années 90.

Anne et Elisa (Bruxelles)

Homos: une bibliographie

Histoire de l'homosexualité, de l'antiquité à nos jours. Colin Spencer. Edition : Pocket Agora.

Une des meilleures études du genre. Bonne analyse sur l'homosexualité de l'Antiquité au Moyen âge. La fin de l'étude aborde surtout l'histoire la répression des homosexuels dans le " monde britannique".

Les relations amoureuses entre les femmes. Marie-Jo Bonnet Edition Odile Jacob.

L'histoire des lesbiennes en France reste encore mal connue. Elle est hélas, dépendante du peu de place laissée à l'histoire des femmes en général !...

Du contrat d'union civile, du mariage, du concubinage et de la personne, surtout féminine. Christine Delphy. Edition Questions féministes n°2, 1992.

La sociologue Christine Delphy rappelle dans cet ouvrage l'évolution des revendications des mouvements féministes et homosexuels qui dénonçaient la famille et qui, aujourd'hui... veulent en être !

Moi, Pierre Seel, déporté homosexuel. Pierre Seel. Edition Calmann Lévy, Paris, 1994.

De 1933 à 1945 les homosexuels allemands, alsaciens puis européens sont décimés dans le silence général. Le témoignage de Pierre Seel est unique.

La volonté de savoir. Michel Foucault. Edition : Gallimard, 1976. Dans cet ouvrage, Michel Foucault dissocie le dispositif d'alliance qui régit le mariage, la parenté et la procréation du dispositif de la sexualité.

Homosexualité et révolution. Daniel Guérin. Edition Spartacus, 1984.

Essai sur la révolution sexuelle après Reich et Kinsey. Daniel Guérin. Edition Belfond, 1963.

Autobiographie de jeunesse, d'une dissidence sexuelle au socialisme. Daniel Guérin. Edition : Belfond, 1972.

Un anarchiste ayant écrit sur le sujet et en direct !

Rapport contre la normalité. FHAR (Front homosexuel d'action révolutionnaire).1991, réédité récemment par Ivrea.

Le manifeste du premier mouvement de libération homosexuel français, avec ses fameuses phrases « nous ne sommes pas des malades, c'est la société qui nous rend malades ».

Les limites de l'identité sexuelle. sous la direction de Diane Lamoureux, les éditions du remue-ménage

Les mouvements féministes ou gais et lesbiens ont fait de la politisation des identités la base de leur existence. Pourtant, une politique qui se réclamerait essentiellement de l'identité pourrait aboutir à un cloisonnement dans des intérêts sectoriels. Aussi, ce livre évalue, de façon critique, la pertinence de la notion d'identité et questionne son articulation dans le champ politique. Il y a toujours quelque chose qui résiste à la catégorisation.

Histoires des « camarades ». Les homosexuels en Chine de Zhou Huashan, Paris Méditerranée

« Camarades » est le terme que les homosexuels chinois utilisent nons sans ironie pour se désigner. Ce livre brosse un tableau de l'homosexualité en Chine et présente de nombreux témoignages de gays et lesbiennes y vivant

La guillotine du sexe. La vie affective et sexuelle des prisonniers. Jacques Lesage de la Haye. Editions de l'Atelier

Est-il tolérable de priver un homme ou une femme de tout possibilité de relation sexuelle ? Cet ouvrage lève le tabou de la sexualité, en particulier des homosexuels, dans le milieu carcéral

Au delà du personnel. pour une transformation politique du personnel, textes réunis par Corinne Monnet et Léo Vidal, ACL, 1997

Revues

Quel corps ? n°47-48-49, Constructions sexuelles, avril 1995

Lesbia Magazine

La revue lesbienne la plus ancienne et toujours vivante !

Revues à (re)trouver, dans le livre ancien

Gai Pied Magazine.

L'hebdo mythique qui accompagna pendant plus de 10 ans la lutte homosexuelle. Il permit à beaucoup de jeunes homos isolé(e)s et en province de communiquer et de s'affirmer. Puis, il finit par s'écarter au moment de la banalisation de l'homosexualité... sous la gauche au pouvoir, en 1986.

Masques, la revue.

Revue culturelle (histoire, littérature) et militante, dans les années 70-80 qui a produit une vingtaine de numéros. Peut-être la plus belle et la plus militante des revues

Sida : les complices du virus

A PRES LA VAGUE DE LIBÉRATION SEXUELLE QUI SUIT LE mouvement de révolte étudiante de Mai 68, des organisations revendicatives féminines et féministes telles le MLAC (Mouvement pour la libération de l'avortement et de la contraception), le MLF (Mouvement de libération des femmes) se structurèrent. Des mouvements homosexuel-le-s comme le FHAR (Front homosexuel d'action révolutionnaire) et le GLH (Groupe de libération homosexuelle) prennent corps également. Ces organisations révolutionnaires regroupent toutes les tendances qui luttent contre le patriarcat, l'ordre moral et pour la libération des pratiques sexuelles. Rappelons-nous, pour la bonne bouche, le slogan du FHAR : « Prolétaires de tous les pays, caressez-vous ! »

Puis soudain, au milieu des années 80, apparaît cette mystérieuse maladie qui déferle sur les pays dits développés ou sous-développés (pour rester, comme ces messieurs, dans la sphère économique) : le sida. Pour les intégristes et toute la France réactionnaire, c'est le résultat de la libération sexuelle et de sa débauche. Ils se hâtent de brandir la notion de maladie divine, de pêcher qui tombent sur les sodomites et les femmes avorteuses.

Alors que la communauté gay réagit et se prend en charge avec des associations de lutte contre le sida, Act-Up première génération revendique haut et fort que se taire fait avancer l'indifférence : Silence = Mort. La communauté hétérosexuelle finit par emboîter le pas. On ne parle plus que de ça, c'est une peste qui s'abat. Chacun, peu ou prou, se sent concerné et impliqué, dans une solidarité forcée d'instinct de survie. La mort rapproche.

Trop rapidement pourtant, avec les bithérapies et aujourd'hui des trithérapies, les comportements et la vigilance se relâchent au niveau de la prévention de la maladie. Les femmes séropositives souffrent aujourd'hui d'un accueil culpabilisateur dans des hôpitaux publics. Les séropositif(ve)s sans papiers sont soignés dans l'illégalité quand ils ne sont pas tout bonnement renvoyés ou plus exactement expulsés dans leur pays d'origine où l'épidémie fait rage faute d'être soignée. On assiste à un désengagement du gouvernement en matière d'information sur la prévention et un ralentissement du militantisme.

Il nous faut donc politiser à nouveau la lutte et les débats et nous organiser pour lutter contre les laboratoires mercantiles, complices de l'indifférence de l'État.

Sida d'hier

En 1985, les premiers tests de dépistage de l'infection HIV apparaissent. On culpabilise les malades. Le sida n'est plus une maladie anodine : c'est la punition divine. L'information est quasi absente des médias, ou trop mal relayée. Les rares reportages et débats télévisés cachent les visages en ombre chinoise et déforment les voix. On a honte de ce que l'on a. On craint l'opprobre et la quarantaine. De malades, on devient paria. Et la presse gay ne relève guère le niveau général ! « Le sida ne passera pas par moi », première campagne, officielle mais

timide, du gouvernement arrive beaucoup trop tard. Et en plus, par pression de la hiérarchie catholique, on ne montre pas de préservatifs. Pour l'État, une seule question : qui est responsable ? Qui a contaminé l'autre ? On culpabilise les homos. Leur différence mérite une punition : ils seront séropositifs. « Tous ne succombent pas, mais tous en sont frappés ! »

En décembre 1988, lors de la première journée mondiale contre le sida, des associations comme Aides ou Arcat Sida sont mal à l'aise devant les associations gays prêtes à se mobiliser. Comme une homophobie refoulée qui déciderait que la visibilité est inconcevable. Seul Act-Up Paris appelle « un chat un chat ».

Act-Up Paris est née en 1989 en imitation d'un groupe new-yorkais. Act Up signifie en anglais : agissons. C'est parce que quelques amis séropositifs ou non perdent patience. L'épidémie galope et les autorités trottent. « Ils s'occupaient du sida comme s'il s'agissait du dernier vaccin contre la grippe ». Une poignée d'activistes passe à l'attaque. Ils zapent les administrations et les labos pharmaceutiques. Ils réveillent Boutin à l'aube

pays où l'épidémie stagne à un niveau aussi important (20% de la population) que le manque de moyens pour la juguler. Sans parler de ces africains qui servent de cobayes pour les nouveaux médicaments qui guériront les riches blancs.

Heureusement, aujourd'hui, on se bat encore ! La commission femmes d'Act-Up Paris est très active. Les femmes séropositives souffrent d'un manque d'intérêt de la part des pouvoirs publics, de la recherche médicale et des milieux féministes. Pourtant le nombre des femmes contaminées par le virus du sida continue d'augmenter chaque année, en France comme partout ailleurs. S'ajoutent à ces discriminations les difficultés d'accès au soins, les effets secondaires des traitements, le manque de ressources et d'autonomie dont souffre une part importante des femmes. Et l'on développe un nouveau sentiment de honte.

Pourtant la prévention n'est pas une défense contre la sexualité. Ce n'est qu'une défense contre le sida ! Les campagnes de prévention ne s'intéressent ni aux pratiques sexuelles diverses des femmes, ni à leurs désirs. Elles caricaturent les comportements, entraînant dans les milieux les plus défavorisés son cortège d'adolescentes enceintes.

Le sida révèle les failles de la société, signale les résistances aux avancées sociales : la régression de la condition des femmes. Les femmes séropositives ou non, doivent se battre pour améliorer leur condition. Il n'y aura pas de lutte contre le sida sans les femmes. Elles doivent se réappropriar la parole, imposer d'autres images, loin de celles de « victimes ou de dominées ».

Autre sujet tabou : les séropositifs et le travail. Les salariés licenciés ou victimes de brimades à cause de leur maladie sont de plus en plus nombreux. Or, les deux tiers des 140 000 personnes contaminées en France travaillent ou sont en recherche d'emploi. Si l'arrivée des trithérapies a redonné une certaine confiance aux employeurs, le monde du travail dans son ensemble ne suit pas. Des discriminations flagrantes sont notifiées, soit à l'embauche, soit pour

des personnes déjà en poste. Un employeur déclare que « le cancer, c'est héréditaire, le sida, c'est quand des gens ont eu un comportement léger ». Quand on est salarié, il faut donc apprendre à vivre et gérer sa séropositivité en silence. Et cela en toute illégalité, puisqu'en principe, il y a des textes ! Mais l'État, comme toujours, considère qu'il suffit de légiférer pour régler les problèmes.

Et ce ne sont pas les quelques initiatives républicaines menées autour d'un projet de loi contre le sexisme et l'homophobie, relayées par des associations avec qui l'on se bat tous les jours, qui vont régler cet archaïsme comportemental des employeurs et des collègues « sains ».

Et le sida demain ?

Nous exigeons le libre accès et le plein droit (républicain ou non...) aux soins, pour tous les séropos, avec ou sans papiers, femmes, hommes, homos, trans et autres ! Nous refusons le diktat des laboratoires, motivés par des préoccupations mercantiles et complices des médecins qui, eux, savent !

Depuis plus de dix ans de séropositivité, on ne sait toujours pas ce que l'on prend tous les matins avec son jus d'orange. Mais qu'il y a-t-il donc dans l'AZT, le DDI et les trithérapies qui font tomber les cheveux, développer une hépatite C, multiplier les allergies cutanées ?

Pourquoi renvoie-t-on nos ami-e-s sans papiers séropos dans leur pays où l'on a même pas le jus d'orange pour faire passer les pilules, mais la mort en direct, face à soi ? Et sans autre forme de procès que celui de devoir rentrer « chez eux », comme si la terre n'appartenait pas à tout le monde ! Le progrès et la solidarité ne valent que s'ils concernent tout le monde et son partages. Répondons à Michel Rocard qui « ne peut pas accueillir toute la misère du monde » que nous avons au moins les moyens de la soigner. Et en plus, nous, nous le voulons.

Nous ne changerons ce monde qu'avec une seule arme : la révolution sociale et anarchiste. Plus de culpabilisation, de honte, de « bons côtés de la barrière ». Ne nous laissons plus opprimer par la morale du vieux monde.

Patrick Schindler, Christophe Tzotzis. – Claassaaash, F.A. (Paris)



en gueulant sous ses fenêtres : « Boutin réveille-toi, les pédés sont dans la rue ». C'est alors qu'ils reprennent le slogan américain Silence = Mort. À force de lutte et de « coups » médiatiques, Act-Up impose sa compétence médicale aux chercheurs et aux labos.

C'est la première fois dans l'histoire de la médecine que les personnes concernées se prennent en main et s'imposent en interlocuteurs face aux médecins. Les militants d'Act-Up siègent dorénavant dans les commissions scientifiques et discutent pied à pied, voire d'égal à égal, des effets secondaires des traitements. Les malades refusent de se laisser aller, d'être chosifiés, cobayés, terrorisés par les spécialistes.

Act-Up est fasciné par les médias, avec tous les risques de connivence que cela implique. Aujourd'hui, l'image d'Act-Up relayée par les médias ne correspond pas toujours à la réalité. Après dix ans d'existence, Act-Up Paris pense n'avoir vraiment réussi son pari que sur un seul de ses objectifs : mobiliser les séropositifs et les malades du sida contre leur cible principale, la science. Par contre, l'association avoue avoir connu beaucoup plus de difficultés pour avancer sur les autres questions liées au sida : la toxicomanie, l'accès aux traitements dans les pays en voie de développement et le sida chez les sans-papiers, les problèmes liés au sida et au travail (difficulté à obtenir l'allocation adulte handicapé, difficulté à retrouver son poste quand on a été déclaré malade en longue durée).

Les militants avouent volontiers que malgré l'énorme énergie dépensée, ils n'ont jamais réussi à motiver les acteurs concernés. Act-Up Paris, « longue traînée de souffrance et de fierté », a attiré des milliers de personnes. Aujourd'hui, elle doit faire face à un désengagement militant, pendant que dans les back-rooms, les rapports sans préservatifs redeviennent courants. Et ne nous faisons pas trop d'illusions : Act-Up reste politiquement plus près de la maison Saint-Laurent que des anarchistes.

Sida d'aujourd'hui

Aujourd'hui, le problème est de savoir où se situe l'engagement face à la maladie. On soigne d'abord chez nous (pays capitalistes blancs) en laissant pour compte les pays sous développés et sous capitalisés, dominés par des dictateurs fous. Ces



Affiche deux couleurs (fond violet) au format 40x60, éditée par le groupe Sacco et Vanzetti de la FA. En vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 1 F l'unité ou 25 F les 50 exemplaires (chèque à l'ordre de Publico).